

Débattre d'un sujet d'actualité économique : faut-il mettre en place un revenu universel?

Consignes :

Etape 1 : à partir des différents documents repérez et listez dans le tableau (dernière page) des arguments en faveur et en défaveur du revenu universel.

Etape 2 : vous êtes nommé(e) porte-parole d'un homme ou d'une femme politique favorable ou défavorable au revenu universel. Rédigez un petit discours pour ou contre le revenu universel. Vous pouvez mobiliser des arguments adverses mais pour mieux les critiquer ensuite. Soyez efficaces : sélectionnez les meilleurs arguments afin de convaincre le plus possible les électeurs et illustrez chacun de vos arguments par des exemples précis (en citant les documents ci-dessous) !

« Dessine moi l'éco » : le revenu universel, est-ce une bonne idée ?

<https://www.youtube.com/watch?v=pzRS0NiK0GM>

1. Une idée ancienne remise au goût du jour

En cet automne, la question d'un revenu de base (ou d'existence, ou encore universel, selon les préférences sémantiques) est au cœur du débat public. L'ex-ministre Benoît Hamon en a fait la mesure phare de sa candidature à la primaire socialiste, tandis qu'en face, Nathalie Kosciusko-Morizet l'a choisi elle aussi comme marqueur dans la primaire de la droite. Les sénateurs de droite Jean-Marie Vanlerenberghe (UDI) et de gauche Daniel Percheron (socialiste) viennent de présenter ensemble un rapport sur le sujet. Plus concrètement encore, le département de la Gironde veut l'expérimenter en 2018, (...). Et on ne compte plus les débats et les écrits sur ce sujet tant dans la sphère citoyenne que chez les universitaires, comme par exemple la journée de travail que l'OFCE y a consacré le 13 octobre dernier.



Mais de quoi s'agit-il au juste ? Pour la plupart de ceux qui le défendent, il s'agit d'un revenu qui doit être universel, individuel et inconditionnel. Universel, c'est-à-dire versé à tous, sans distinctions. Individuel, car il ne doit pas tenir compte de la situation de famille des personnes, contrairement à la plupart

des minima sociaux actuels. Et inconditionnel, parce que l'Etat ne doit rien exiger en contrepartie de son versement. L'idée est ancienne. (...)

2. La révolution numérique impose-t-elle le revenu universel ?

Beaucoup de ceux qui défendent le revenu universel le font au nom de l'idée que le plein-emploi serait devenu un objectif inatteignable. Ils considèrent notamment que les technologies numériques vont aggraver encore le chômage à l'avenir. Le revenu universel serait donc un moyen de s'adapter à une situation durable, où seule une fraction de la population en âge de travailler produirait des richesses et occuperait un emploi rémunéré.

Ce n'est pourtant pas le rouleau compresseur de l'automatisation qui est à l'origine de nos difficultés actuelles : au contraire, dans toutes les économies développées, les gains de productivité (hausse de la quantité de richesse produite en un temps de travail donné) n'ont jamais été aussi limités que ces dernières années depuis la Seconde Guerre mondiale. Et pour l'avenir, si le numérique va, à n'en pas douter, bouleverser la plupart des activités et faire disparaître de nombreux emplois, il n'y a guère de raisons de considérer que cela devrait nécessairement aggraver le chômage global. Pas plus que ne l'avaient fait l'introduction des métiers à tisser mécaniques au XIXe siècle ou des chaînes de production au XXe. L'idée que les machines seraient capables de produire des richesses à notre place, richesses qu'on pourrait donc prélever et répartir sans difficulté, est une illusion : seul le travail humain est capable de générer des richesses monétaires supplémentaires. Une machine ne fait que restituer dans les services et les produits qu'elle contribue à produire le travail humain qui a été nécessaire pour la fabriquer. L'emploi rémunéré n'est donc pas près de perdre sa centralité dans une économie monétaire...

3. Des avantages et des inconvénients

Malgré cela, le revenu universel offre de nombreux avantages. Il permettrait, tout d'abord, de simplifier la tâche de l'Etat, qui n'aurait plus besoin de s'assurer que les personnes répondent bien à tel ou tel critère pour recevoir tel ou tel minimum social. Avec surtout, en contrepartie, beaucoup moins de stigmatisation et de contrôle bureaucratique pour les pauvres. Pour que la protection sociale soit généreuse et efficace, il faut en effet toujours qu'elle soit universelle. Si les riches n'en bénéficient pas eux aussi, ils font pression pour que les pauvres reçoivent moins et soient davantage contrôlés... Et ils obtiennent gain de cause ! Un revenu universel exercerait aussi une pression positive sur la qualité des emplois proposés : puisqu'il dispose d'un revenu de base inconditionnel, un individu n'est plus contraint d'accepter n'importe quel boulot mal payé avec des conditions de travail dégradantes. Cela oblige donc un pays à se positionner dans la division internationale du travail autrement que dans le low cost. Avec des limites évidentes dans le contexte actuel : si cette pression amène trop d'emplois à disparaître pour se localiser ailleurs, il n'y aura plus suffisamment de richesses à répartir pour se payer le luxe d'un revenu universel. C'est là que l'on rejoint la question délicate du niveau de ce revenu et de son financement. Un revenu universel à 500 euros par mois (le RSA est actuellement de 535 euros mensuels pour une personne seule sans enfant) représenterait en France 400 milliards d'euros par an, soit 18 % du produit intérieur brut (PIB)¹. Si on veut placer la barre à 1 000 euros, on double la mise et il faudrait mobiliser pour cela 36 % du PIB.

Cette allocation pourrait remplacer plusieurs prestations sociales existantes même si une telle simplification pose aussi des problèmes difficiles. C'est l'objet du rapport Sirugue et des projets de Manuel Valls qui visent en réalité davantage à

fusionner les minima sociaux qu'à créer un véritable revenu universel. Mais l'ensemble de ces minima n'a jamais représenté que 23 milliards d'euros en 2013, soit 1,1 % du PIB... On pourrait aussi amputer les indemnités chômage ou les retraites d'un montant correspondant. Mais on resterait encore loin du compte : il manquerait toujours de l'ordre de 10 points de PIB pour financer un revenu universel à 500 euros et de 20 points à 1 000 euros. Quid en effet des 28 millions de Français qui occupent un emploi rémunéré et reçoivent très peu de prestations sociales ?

Il n'y a guère que deux possibilités. La première consiste en une réduction drastique des autres dépenses publiques. Dans l'optique libérale d'un Milton Friedman, le revenu universel devait se substituer quasiment à l'ensemble de l'action publique : on verse un montant à chacun et chacun se débrouille ensuite pour acheter sur le marché des services d'éducation, de santé, de transport, de logement, etc. La seconde consiste à accroître fortement les prélèvements et donc, si on ne veut pas alourdir le coût du travail, à réduire d'autant les salaires nets. Autrement dit, l'Etat verserait désormais une bonne partie des salaires à la place des entreprises. Le large consensus actuel autour du revenu de base risque fort de ne pas résister à un examen plus précis des conditions de sa mise en oeuvre...

¹ Les tenants du revenu universel envisagent cependant le plus souvent une allocation réduite pour les enfants.

Source : Guillaume Duval, Alternatives Economique, novembre 2016

Imaginons un revenu de base en France, d'un montant de 100 € mensuels. Rien du tout, diront certains. Sauf qu'un rien du tout mensuel multiplié par 12 puis par 65 millions d'individus, cela fait de très grosses sommes. Coût annuel pour la collectivité : 80 milliards, soit 6 % du revenu des ménages. Comment le financer ? Ce pourrait être, par exemple, une augmentation de 75 % de la Cotisation Sociale Généralisée (actuellement 94 milliards) : pour les salaires et revenus d'activité, il faudrait la faire passer de 7,5 % à plus de 13 % (un peu moins pour les retraités, un peu plus pour les revenus financiers). Du coup, tous les salariés payés plus de 1 780 euros nets par mois, soit 60 % des salariés, seraient amenés à cotiser davantage qu'ils ne recevraient du revenu de base. De quoi les faire maudire ce revenu de base, pour eux source de paupérisation alors qu'il avait été vendu comme source d'amélioration. Quant aux artisans, commerçants et professions libérales, ils seraient plus que jamais tentés par l'évasion fiscale et le travail non déclaré. Certes, au lieu de la CSG, on pourrait choisir d'augmenter l'impôt sur le revenu. Mais il faudrait plus que le doubler : l'augmenter de 115 % ! Les plaintes actuelles contre les hausses d'impôts deviendraient sans doute l'équivalent d'un chant d'oiseau face au tonnerre de protestations que cela déclencherait. Et tout ça pour... 100 € mensuels, quasiment une aumône, un cinquième du RSA. Et si vous souhaitez un revenu de base « décent », par exemple les actuels 800 euros du minimum vieillesse, il faudrait multiplier par huit le montant à financer par l'impôt ! Et là, tout le monde part en Angleterre, les classes populaires autant que moyennes, pour ne rien dire de Mme Bettencourt. Inutile de rêver : la société dotée d'un revenu de base permettant à ceux qui n'ont pas d'autres revenus de vivre décemment est l'équivalent du paradis pour les croyants : désirable, mais inaccessible de notre vivant.

La seule solution viable pour instaurer un revenu de base est donc de supprimer certaines prestations sociales. Ce qui réduit d'autant l'apport bénéfique du revenu de base en bas de l'échelle sociale mais qui a l'avantage d'éliminer radicalement le non-recours à certaines de ces prestations, non-recours lié à la complexité des démarches, à la crainte de la stigmatisation, ou à l'ignorance. Mais, chemin faisant, la suppression de certaines prestations sociales – allocations familiales, minima sociaux, couverture maladie universelle complémentaire, voire, dans certaines propositions, allocation logement – risquerait de s'accompagner de la réduction, voire de la suppression d'autres revenus sociaux : retraite, allocation chômage, ou même, pour les plus extrémistes des libéraux, l'assurance maladie. Tel est bien entendu le fondement de la position libérale en faveur de cette solution : ce ne sont donc plus des majorations d'impôts qui doivent financer le revenu de base, mais une baisse substantielle de la protection sociale. Réduire à peu, voire à rien, la protection sociale en France permettrait de réduire aussi les dépenses qu'elle engendre (672 milliards en 2013) ainsi que le coût d'une bureaucratie devenue inutile.

La question de l'équilibre économique du revenu de base n'est évidemment pas la seule que l'on peut développer. La partie de la population en difficulté souhaite avant tout, comme tout un chacun « gagner » sa vie et non disposer d'un revenu sans rien faire. Car l'emploi permet d'acquérir non seulement un revenu, mais aussi une position sociale, une meilleure estime de soi, et permet de rompre l'isolement lié au chômage, tout en se sentant socialement utile.

Les partisans du revenu de base disent que, justement, la garantie inconditionnelle que ce dernier représente peut permettre à chacun de chercher chaussure à son pied et que bon nombre de personnes n'hésiteront plus à faire ce dont elles ont envie, quand bien même cela ne suffirait pas à faire bouillir leur marmite. L'assurance chômage des intermittents du spectacle joue un tel rôle. Mais si la société s'estimait quitte en versant un revenu de base aux personnes en voie d'exclusion – les chômeurs de longue durée par exemple – cela reviendrait en fait à les abandonner à leur triste sort.

« Revenu de base pour tous : une fausse bonne idée », Denis Clerc, inégalités.fr (observatoire des inégalités), mars 2016

Le but du revenu universel n'est pas de donner un supplément de revenu à tout le monde, la plupart des gens n'en ont pas besoin. Non, le véritable mérite du revenu universel est de simplifier les procédures et de supprimer les délais pour ceux qui en ont vraiment besoin. Et surtout, de supprimer le principe selon lequel les pauvres doivent quémander leur pitance. Vivre décemment est un droit inconditionnel, non une charité qui se mendie. Il faut absolument cesser de traiter la pauvreté sur le mode policier, répressif et moralisateur. La pauvreté n'est pas une faute qui mérite suspicion, mais un malheur qui mérite solidarité et respect. (...)

Mais il n'y a pas que l'argent dans la vie, (...). L'insertion dans de bonnes relations sociales, la reconnaissance des autres, viennent aussi de l'exercice d'une activité. Or, précisément, le revenu universel peut libérer des énergies pour le travail associatif ou des activités artistiques peu rémunératrices, et jouer le rôle de subvention à une vie sociale plus épanouissante. Il peut aussi encourager la prise de risque et la création de petites entreprises. Mais cela n'élimine pas la nécessité de faire un effort spécial pour aller vers le plein emploi, et ne pas avoir peur de mobiliser les moyens de l'Etat pour accompagner les entreprises d'insertion, les secteurs qui embauchent, et pénaliser fortement les entreprises qui licencient pour augmenter leurs dividendes. Atkinson n'hésitait pas à envisager de donner à l'Etat un rôle d'employeur en

dernier recours, ce qui n'est pas facile à organiser -les ateliers nationaux et autres camps de travaux forcés pour miséreux ont laissé de mauvais souvenirs- mais mérite d'être vu comme une partie d'un ensemble de mesures visant à déplacer le poids de la fiscalité vers d'autres sources que le travail.

Source : Marc Fleurbaey Economiste, professeur à la Princeton University, 3 février 2017

Arguments en faveur du revenu universel	Arguments en défaveur du revenu universel

Pour aller plus loin : si ce sujet vous intéresse, je vous invite vivement à regarder la vidéo intitulée « **Le Salaire à Vie (Bernard Friot)** » disponible sur Youtube (et plus généralement l'ensemble des vidéos de l'émission « **Mes chers contemporains** » réalisée par le même auteur). Ici le point de vue adopté est clairement favorable au revenu universel, mais les arguments avancés sont intéressants et méritent d'être débattus.